

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

JUIN 2018/N°435

2€

Migrant-es

LA TRAQUE POLICIÈRE TUE

Près de Briançon, le harcèlement policier vient de tuer une Nigériane de 21 ans, Mathew Blessing.

Quand ce n'est pas sa police, la société française traite aussi mal et exploite les migrant-es, prolétaires de fait, dès le départ, ou à l'arrivée par déclassement.

Éducation

- En Lorraine, le président de l'université emploie des étudiants contre les étudiants. P 4
- Dans l'Éducation, et partout, la précarité gagne du terrain, fragilise les plus faibles et les autres. P 4&5

Ici et maintenant

- Récit de quelques jours sur la zad de ND des Landes. P 2&3
- À 15 km de Paris, Europacity veut faire main basse sur les hectares agricoles. P 7

DOSSIER

- Un paysage de mai 68. P 8 à 10

International

- Allemagne.
- France : Sahara Occidental.
- Argentine. P 15 à 19

Culture

- festival de la CNT-rp. P 11 à 14
- La cantine des Pyrénées en lutte, livre collectif, P 21
Charles Reeve. P 17 à 23



Les chemins de la Zad

Récit de quelques jours sur la zad de ND des Landes.

Après avoir mis les pieds dans le bocage de la Zad à de rares occasions, lors d'événements qui y étaient organisés, il nous manquait l'expérience d'y passer quelques jours. Avec quelques camarades de l'éduc, nous nous y sommes rendus en pleine occupation militaire depuis deux semaines : la Zad, meurtrie, continue de tenir...

Ce dimanche 22 avril, les contrôles policiers se sont un peu relâchés. L'ambiance sur place est détendue, ce qui n'était plus arrivé depuis le début de l'opération « d'évacuation » débutée le 9 avril : la zone est libre de tout robot bleu marine ! Nous arrivons par le nord en suivant les conseils actualisés du site zad.nadir.org. Nous nous installons au Liminbout, lieu-dit comportant une sympathique auberge, une ferme en activité et un hangar bien fourni de paille pour poser ses tapis de sol. Pour l'atteindre, on passe une barricade grande ouverte, signe de l'arrêt provisoire des hostilités.

Nous visitons, impressionné-es par l'étendue des dégâts le long des départementales, par les stigmates de combats dans l'est et par l'enthousiasme et la créativité des résistances. Dans tous les lieux menacés, les gens s'activent pour renforcer les barricades et préparer les ripostes à venir. Nous mettons la main à la pâte avec entrain !



oser passer une simple chicane ; un autre groupe de journalistes, protégé-es par un garde du corps, n'a même pas tenté de quitter la départementale. Quant aux flics, ils se fixent devant et les prennent comme un affront. Symboles des luttes populaires, elles délimitent un espace de liberté et de lutte anticapitaliste dans lequel les serveurs du Medef ne sont pas les bienvenus.

■ Pratiques de zadistes

■ Barricade = mur anti-cons

Dès le lendemain matin, les flics reviennent, soi-disant pour dégager quelques débris de cabanes précédemment détruites, en fait pour maintenir une pression quotidienne. Pour ce faire, ils utilisent les blindés et force grenades. Plus d'une dizaine de blessé-es, dont au moins trois sérieusement. Au final, une petite tranchée aura été rebouchée par une pelleteuse... maigre butin pour les gendarmes, surtout qu'elle aura été recreusée dans l'après-midi, avec une autre en prime !

On aura constaté au passage que les maigres défenses si difficilement construites tiennent peu de temps face aux blindés, mais suffisamment pour s'organiser derrière les suivantes, et pour reconstruire lorsque les gendarmes rentrent chez eux... Le combat semble sans fin.

Les barricades ont donc un rôle défensif certain, mais aussi un rôle symbolique : elles arrêtent les cons ! Il est en effet aisé de passer sur les côtés (lorsqu'elles ne sont pas défendues bien sûr), et pourtant seul-es les camarades passent. Nous avons vu un journaliste ne pas

Alors, que protégeons-nous ces quelques jours derrière les tranchées, chicanes et barricades ? Après l'abandon du projet d'aéroport, l'État a voulu montrer ses muscles et récupérer 2 000 hectares de terre humide par la force, venger l'affront subi par sa classe d'entrepreneurs et de politiques peu habitués à l'opposition. Il faut combattre cela, par principe. Mais il faut aussi aider les projets agroécologiques à se développer. Encourager les modes de vie décroissants. S'émerveiller devant la beauté de la nature dans les « espaces non motorisés » (parmi les premiers à avoir été détruits par des pelleteuses). Prouver tou-ttes ensemble que l'on peut vivre dans un monde solidaire, sans exploitation, propre, ouvert à chacun-e. Un monde sans chef-fes, sans flics, sans prisons. Où toutes les décisions sont prises collectivement et où de nombreux biens sont mis en commun (cantines, « free shops », potagers collectifs...).

La violence déployée par le gouvernement prouve que les pratiques, les créations et la liberté des zadistes les irritent et leur font peur. Pour notre part, les craintes de l'État ont été notre carburant !

■ Stratégies, débats internes

Nous n'avons passé que trop peu de temps sur la Zad pour prendre position sur le débat qui l'agite après la première vague d'expulsions. Faut-il officialiser les projets qui ont fleuri durant les années d'occupation ? Lesquels vont être acceptés ? Comment faire comprendre à la préfecture les liens qui unissent les habitant-es ? L'importance de tous les métiers, chantiers ? Où placer la limite dans les discussions ? Doit-on tenter les projets individuels ? Doit-on continuer à se battre pour vivre de manière totalement autonome et à quel prix humain ? Toutes ces questions resteront longtemps posées et débattues. Espérons qu'elles se posent ailleurs, dans plein d'autres Zad !

■ C'est toujours ça de gagné

À l'heure où j'écris ces lignes le 12 mai, l'avenir de la Zad est incertain. La fin de l'examen des dossiers déposés en préfecture afin de régulariser la situation est proche, et les décisions gouvernementales risquent d'entraîner une reprise des expulsions violentes. Les camarades qui ont refusé de déposer des dossiers seront-ils aussi soutenus que les autres ?

Quelle que soit l'issue des négociations en cours, quelques batailles sont d'ores et déjà gagnées.



Pour commencer, l'abandon du projet d'aéroport est une grande victoire. Faire plier plusieurs gouvernements brutaux, la majorité des élu-es locaux-les, des bétonneurs, des tenant-es de l'agriculture intensive, des autoritaires de tout poil, est un succès revigorant !

Les méthodes employées par les zadistes montrent un chemin vers le succès pour d'autres luttes : ancrage local, démocratie interne, pratiques alternatives, vie sociale riche et autonome, intransigence

sur les revendications, défense physique déterminée... Le fait que les institutions n'aient pas réussi à diviser la lutte, ni à la réduire avec les moyens habituels mais au prix d'interventions militaires extrêmement coûteuses, nous engage à tendre vers la multiplication de ces actions, pour faire reculer l'État et le capitalisme partout et enfin reprendre le contrôle de nos lieux de vie et de travail.

Pour conclure, une parole de zadiste, citée par Reporterre : « Une des choses qui me paraissait la plus riche ici, c'est l'absence de flics, d'huissiers, de normes qui a laissé place à une imagination absolue ! » À nous tou-tes de faire vivre cette imagination partout ! ●

Pascal, CNT éducation Paris

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
CPPAP N° 0618S06521 TGI N°
97/93

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou.tes !



Des vigiles étudiants contre le mouvement

En Lorraine, le président de l'université emploie des étudiants contre les étudiants.

Depuis le début du mouvement contre la loi ORE qui instaure la sélection à l'entrée à l'université, les étudiant·es et personnels de l'Université de Lorraine ne récoltent que le mépris du gouvernement qui ne cherche qu'à discréditer une lutte collective pourtant pacifique, légitime, menée par les premier·es concerné·es. Ici, le président Mutzenhardt a clairement choisi la même attitude. Il a autorisé une violente charge de CRS contre des étudiant·es à Nancy le 3 mai. Il a fait vider les locaux d'associations étudiantes*, entraînant ainsi la destruction d'archives associatives sur le campus de Lettres à Nancy. Il a fait appel à des sociétés de sécurité privées qui emploient des étudiant·es, ce qui, au-delà d'exploiter la précarité étudiante, instaure de fait un cli-

mat délétère au sein de la communauté universitaire**. Il a sciemment tenu des propos diffamatoires dans la presse à l'égard des étudiant·es mobilisé·es. Pour organiser « *coûte que coûte* » les exams il évoque « *des lieux pas forcément universitaires qui pourront donc être mis sous protection policière* ». Un dispositif sécuritaire et policier sans précédent dans l'histoire de l'université de Metz. Le syndicat des travailleur·ses de l'éducation de la CNT de Lorraine dénonce avec vigueur ce climat répressif ainsi que les conditions de tenue des examens, ses syndiqué·es refusant d'y participer. Notre syndicat appelle l'ensemble des personnels de l'Université de Lorraine à la grève reconductible, tant pour mettre fin au climat répressif et policier dans lequel il est devenu impos-

sible de remplir nos missions, que contre la loi ORE, nouvelle attaque faite au service public universitaire. La CNT SEST Lorraine appelle l'ensemble des personnels à se joindre aux étudiant·es en lutte au sein des AG organisées sur le campus du Saulcy à Metz afin de coordonner et d'amplifier le mouvement de lutte au sein de l'université, et au-delà, en convergeant avec les luttes du public et du privé, pour la sauvegarde des services publics, pour le retrait de la loi ORE, et pour une université de qualité et ouverte à tou·tes. ●

SEST Lorraine- CNT

* Une asso culturelle, une autre des étudiant·es en socio, et le Genepi qui rend visite aux taulard·es.

** Après l'évacuation policière, pour « sécuriser » les patis, ces vigiles patrouillent devant et dans les bâtiments, contrôlant les cartes universitaires.

La précarité prédominante

Dans l'Éducation, et partout, la précarité gagne du terrain, fragilise les plus faibles et les autres.

Enseignant·es contractuel·les enchaînant tant bien que mal les remplacements à temps partiel ; auxiliaires de vie scolaire en contrats aidés pour 680 euros€ par mois, accompagnant sans réelle formation des enfants handicapés ; surveillant·es et assistant·es pédagogiques payé·es 600 euros en CDD d'un an, parfois soumis aux pe-

tit·es chef·fes qui décideront de leur réembauche ; agents administratifs jetables en CUI, chargé·es de traiter les plaintes des personnels précaires que le rectorat est fréquemment incapable de payer en temps et en heure. Sans oublier tous les agents municipaux dans les écoles, notamment les animatrices vacataires, au statut apparenté au travailleur jour-

nalier, sans aucun contrat de travail, envoyées chaque matin dans une école différente, sans aucune garantie du lendemain, pour une paye fréquemment inférieure à 600 euros€

Tous ces personnels assurent tant bien que mal des missions essentielles au fonctionnement des établissements, offrant souvent des heures de travail non payées (on



habite loin, ça ne vaut pas le coup de rentrer chez soi pour un trou de 3 heures dans l'emploi du temps, alors on reste sur place, et autant se rendre utile...).

Depuis le début de l'année, la suppression de 260 000 emplois aidés au total, dont 20 000 pour le ministère de l'Éducation nationale (auxquels il faut ajouter un très grand nombre d'agents municipaux travaillant dans les écoles), a constitué une attaque d'ampleur contre des personnels les plus fragiles. Les contrats arrivent à échéance sans solution et sans perspective pour les personnels. Établissements et services administratifs s'en trouve désorganisés, dégradant les conditions d'accueil des élèves. Remède pire que le mal : des établissements ont recruté des services civiques, en contrats non renouvelables, hors de tout droit du travail...

■ Un régime de terreur économique

Qui peut accepter un poste rémunéré moins de 800 euros€? Des chômeurs, et surtout des chômeuses de longue durée, des allocataires des minima sociaux, ayant souvent la charge d'enfants ; des personnes qui peinent à assurer leurs besoins les plus élémentaires (logement, nourriture, soins...). Toute une armée de réserve, instrumentalisée par les employeurs, publics ou privés, pour éroder les statuts professionnels. Marché du travail et système social s'assurent de sa docilité en organisant son étranglement économique et sa stigmatisation publique. Les réformes promises par Macron visent à accroître ces logiques de contraintes par le chantage à la survie : la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (sic) pose les bases d'un régime de terreur économique lié au flicage kafkaïen des chô-

meur-euses. tout en faisant passer pour légitime la menace de plusieurs mois de suppression de ressources pour les supposé-es récalcitrant-es. Tout cela

alors que l'étatisation de la protection chômage, avec le basculement des cotisations salariales vers la CSG, laisse présager à brève échéance la fin du système paritaire et une baisse importante des allocations, sur le modèle des réformes menées à l'étranger.

■ Logement soumis à flexibilité

La loi ELAN invente la flexibilité du logement, et inaugure des « logements à durée déterminée », non renouvelables, dont l'octroi sera conditionné à l'exercice d'un travail temporaire. Un système effrayant de contrôle, pour celles et ceux d'entre nous qui rencontrent de grandes difficultés à trouver un logement compte tenu des conditions exigées par les bailleurs et leurs assurances.

Ces mesures vont aggraver la condition des plus pauvres, accroître leur vulnérabilité matérielle, sociale. Ce qui, dans une société déjà très inégalitaire et hiérarchisée, tirera vers le bas l'ensemble de l'échelle sociale. Ces attaques en cours constituent une des principales menaces pour le rapport de force global sur le marché du travail.

Les logiques à l'œuvre dans l'Éducation nationale se retrouvent dans tous les secteurs. Il faut lutter pour relever les seuils garantis aux plus précaires, pour sécuriser l'ensemble des travailleur-euses et leur redonner des marges de liberté face à leurs employeurs, à l'État, à leurs conjoints. ●

La Fédération des travailleurs et travailleuses de l'Éducation de la CNT

Sortir de la précarité

Nous revendiquons pour les précaires de l'éduc :

-Un salaire digne de ce nom.

-Titularisation sans condition de diplôme, de concours ni de nationalité des personnels en poste dans l'Éducation nationale et toute la fonction publique.

-Des formations qualifiantes, rémunérées et entre travailleur.euse.s.

Avec l'ensemble des secteurs en lutte, exigeons :

-Au minimum, doublement des minima sociaux, afin de faire pression à la hausse sur l'ensemble des salaires.

-Fin de toute obligation pesant sur les allocataires du RSA. Arrêt pur et simple des radiations, sauf sortie du dispositif RSA en raison de revenus suffisants.

-Individualisation des minima sociaux (prise en compte des revenus des individus et non du foyer).

-Retrait de la réforme de l'assurance chômage. Fin de toute obligation en contrepartie à l'allocation de retour à l'emploi. Suppression des entretiens obligatoires à Pôle emploi et rencontres avec son ou sa conseiller-es seulement si besoin.

-Retrait de la loi ELAN. Suppression du seuil maximal de 33% d'effort et de la condition de CDI imposée par les assurances loyers impayées aux locataires. -Encadrement des loyers. -Accès de tous à un logement décent.

CNT-FTE

Le renard à l'affût

La méthode Blanquer : en finir avec la liberté pédagogique, mater les enseignant-es.

Le chouchou des réacs poursuit sa mise au pas des enseignant-es. Le 25 avril, le ministre de l'Éducation dit dans *Le Parisien* : « Il ne faut pas confondre la liberté pédagogique et l'anarchisme. » Le lendemain, le Bulletin Officiel publie quatre circulaires signées Blanquer, sur la lecture, la grammaire, le calcul, la résolution de problèmes. Multipliant les injonctions, Blanquer liste ce qu'il faut bien faire jusqu'à demander aux profs de « circuler dans les rangs pour consulter les productions des élèves... ».

Pour les classes de CP, un guide de 130 pages, à respecter à la lettre, a été envoyé à toutes les enseignant-es. La lecture globale est proscrite ! À lire de b à ba en utilisant la méthode scientifique c'est à dire la syllabique. « *L'automatisation du code* » est un « impératif » (p.51). Au pilori toutes les autres, y compris la « mixte ». Aux ordres de la science, une progression unique est rédigée pour « *l'étude des correspondances graphèmes-phonèmes* » (p.55 à 61). Il faudra faire des dictées et écrire deux fois par jour. Ah la belle affaire !

■ Apprendre en ânonnant

Pour « *la mise en œuvre d'une leçon de lecture-écriture* », Blanquer propose l'exemple du graphème s prononcé /z/. Extraits : « *usi, iso, oui, asa...* » qu'il faudra ânonner.



Suit une liste de mots : « *une visite, il ose, assise, le musée, l'Asie, désolé...* » qu'il faudra écrire. Puis, un texte qu'il faudra étudier : « *Chassé pour sa fourrure, le renard à l'affût a repéré une poule isolée. La poule fuit vite, lui échappe. Pas rusé, le renard !* ». Comme

on l'aura compris, lire ce n'est pas comprendre ni s'émanciper. Encore moins interroger le monde. À ce compte-là les 100% de réussite vont être vite atteints ...

■ Pédagogie bien cadrée

Jean-Michel Blanquer regrette que « 31 % des enseignants n'utilisent pas de manuel ». Il demande donc d'en choisir un. Encore un cadeau de bonne grâce à ses amis éditeurs.

En publiant ce guide et ces circulaires, ces instructions serviront de cadres et permettront aux inspections un contrôle accru sur les pratiques pédagogiques : gare à celles et ceux qui ne seront pas dans les rangs.

Car le fond de l'affaire, ce n'est pas de savoir si la syllabique va reprendre ses droits –qu'elle n'a pour ainsi dire jamais perdu depuis Jules Ferry– mais de tester une profession dans sa capacité à rogner ou pas sur ses libertés pédagogiques.

Le laisserons-nous faire ? Pour l'heure, l'histoire ne le dit pas. À nous de l'écrire ! ●

13^e Leçon **v, vu, vi, vo; le lavabo, la cave.**

I. **va vite à l'école.**
 lève-toi vite,
 lève-toi vite, petite lili.
 lève-toi vite, petit toto.
 lave-toi, lili; lave-toi, toto.
 va vite à l'école, petit toto.
 va vite à l'école, petite lili.

II. 1. minet a volé le pâté.
 2. toto l'a vu :
 3. vite, vite, ma man !
 4. mi net a vale le pâté.

va vite à l'école, petite lili.

1. Lecture directe (orthographe) : toi.
 2. Mots supplémentaires : l'école, une cave, une vitre, le navire, la rive, la locomotive, la riviste, la revue, le parti, tante et tante.

Europacity : le projet rase campagne

À 15 km de Paris, Europacity veut faire main basse sur les hectares agricoles.

L'opposition au projet Europacity, l'UD CNT 95 en est. À 15 km de Paris, le Triangle de Gonesse, une plaine agricole des plus fertiles de France, cultive des céréales sur 600 hectares. Sur ces terres, situées entre les aéroports du Bourget et de Roissy, les pouvoirs publics veulent imposer ce projet porté par le géant Auchan de méga centre commercial et de loisirs (piste de ski/surf), sur 250 ha, avec des bureaux (dit « quartier d'affaires ») et une gare pour rameuter les consommateurs (cadeau du contribuable aux investisseurs multimilliardaires). C'est prévu d'ici 2024 dans le Grand Paris.

■ Boulots toxiques

Étude d'impact insuffisante : le 6 mars, le tribunal administratif annule la création de la zone d'aménagement concerté du projet d'Europacity, épinglant le manque de mesure d'impact énergétique, sur la qualité de l'air et la suppression de 280 ha agricoles. Une première victoire. Même si les promoteurs capitalistes et l'Etat font appel. Face à Vianney Mulliez, président d'Immochan qui dit « sa détermination à réaliser EuropaCity » (Le Parisien, 11/04), continuons de lutter pour l'abandon total du projet.

L'argument des emplois ? mensonger. Les quelques emplois créés puiseront sur ceux des nombreux centres commerciaux déjà existants de ce petit secteur, faiblement fréquentés, et sur ceux des communes de plus en plus confrontées à la disparition de toute vie sociale et des solidarités, contrecarrant auto-organisations et luttes... Selon une étude Mac Kinsey, les 250 000 m² de surfaces commerciales prévues détruiraient 8000 emplois et accéléreraient la fermeture de petits com-



merces de proximité alentour. Et les quelques emplois créés seraient toxiques, pour les salarié-es (comme pour les populations qui les achèteront, soumis au consumérisme.

■ Alimentaire, élémentaire

Tous nos territoires sont déjà dévastés, le béton détruisant faune et flore. Les gros groupes capitalistes et l'État aménageur compulsif qui les enrichit avec l'argent taxé à la population engendrent une pollution pathogène et mortelle. Si notre classe de salarié-es, chômeurs-euses, précaires, veut respirer et se nourrir sans être empoisonnée, dans un monde vivable, elle a tout intérêt à résister à ces carnages.

En région parisienne, l'autonomie alimentaire n'est que de quelques jours. Le bon sens élémentaire porte à recréer sur le triangle de Gonesse des cultures vivrières, non-polluantes, sans poisons chimiques, et autogérées par les producteurs et les usagers. Face à l'accaparement de ces terres fertiles par les grands groupes de la distribution, des alternatives très documentées existent, qui préserveraient ces espaces, mais en conservant le modèle de la propriété privée. Pour notre part, nous pensons que pour l'émancipation du plus grand nombre, la responsabilisation des pratiques et un regain des solidarités, un usage collectif, commun de ces terres (jardins partagés, maraîchage, permaculture, plantation d'arbres et autres végétaux...) serait l'enjeu essentiel. La folie de l'avidité capitaliste aura une fin, hâtons-la et préparons-nous à créer le monde viable, libre, harmonieux, qui le remplacera. ●

UD CNT 95

Infos : <http://nonaeuropacity.com/>

Informations pratiques

SMIC

Le nouveau montant du Smic brut horaire a donc été porté à 9,88 euros au 1er janvier 2018 soit 1 498,47 euros mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires.

Pour vérifier si le salaire versé est au moins égal au Smic, il faut inclure dans le calcul le salaire de base, les avantages en nature et les primes liées à la productivité.

À l'inverse, certains avantages et sommes sont exclus du calcul du Smic, parmi lesquels :

les remboursements de frais (y compris la prime de transport),

les majorations pour heures supplémentaires, les primes de participation et d'intéressement, les primes d'ancienneté, d'assiduité ou relatives à des conditions particulières de travail (insalubrité), les primes de vacances, de fin d'année, sauf si elles sont versées par acomptes mensuels. (Source : www.service-public.fr).

Logement

L'indice de référence des loyers (IRL) sert de base pour réviser les loyers des logements vides ou meublés. Il fixe les plafonds des augmentations annuelles des loyers que peuvent exiger les propriétaires.

Au 4e trimestre 2017, l'indice de référence des loyers IRL est 126,82. (Source : www.service-public.fr).

● Calcul de l'Aide Personnalisée au Logement

Il est possible d'accéder aux simulateurs de la CAF et de la MSA (régime agricole) pour le calcul de l'APL à partir de l'adresse suivante : https://www.service-public.fr/particuliers_vosdroits/F12006. Ouvrir l'onglet correspondant au régime concerné (Cas général CAF / Régime agricole (MSA)). Développer le menu « conditions d'attribution », cliquez sur le bouton « Accéder au simulateurs ».

Fonction publique

● Point d'indice

La valeur du point d'indice s'élève à 4,69 euros depuis le 1er février 2017. Valeur de l'indice 100 (montants annualisés) est de 5 623,23 euros. (Source : <https://www.fonction-publique.gouv.fr>).

● Traitement indiciaire minimum

Le traitement indiciaire brut d'un fonctionnaire occupant un emploi à temps complet ne peut pas être inférieur au traitement indiciaire brut correspondant à l'indice majoré 309 soit 17 375,78 euros par an, 1 447,98 euros par mois.

De plus, la rémunération brute d'un fonctionnaire occupant un emploi à temps complet ne peut pas être inférieure au montant du Smic brut, soit 1 498,47 euros.

Si tel est le cas, le fonctionnaire perçoit une indemnité différentielle afin de lui assurer une rémunération brute mensuelle au moins égale au Smic brut. Lorsque le fonctionnaire occupe un emploi à temps incomplet ou non complet, le traitement minimum et l'indemnité différentielle sont réduits au prorata de la durée des services. (Source : www.service-public.fr)

● Montant de l'indemnité de résidence

L'indemnité de résidence est égale à un pourcentage du traitement brut. Elle ne peut pas être inférieure à celle correspondant à l'indice majoré 313. Pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, l'indemnité de résidence est calculée dans les mêmes conditions que ceux à temps complet, puis proratisée au temps de travail effectif. (Source : <https://www.service-public.fr>).

- zone 1 :

indemnité égale à 3 % du salaire brut (minimum 44 euros)

- zone 2 : 1% du salaire brut (minimum 14,67 euros)

- zone 3 :

aucune prime ●



1967 manif St-nazaire

Un paysage de Mai 68

Les années soixante d'avant soixante-huit.

On vient de célébrer les cinquante ans de mai 68. Pour certains il s'est agi d'évoquer un âge d'or, pour d'autres de dresser des bilans. L'idée n'est pas ici de relater les événements de mai juin, qui ont fait déjà l'objet de nombreuses productions, y compris dans la presse bourgeoise, y compris dans la presse embourgeoisée structurée par d'anciens « soixante-huitards ». Accepter de ne voir 68 que comme une suite d'événements sensationnels, c'est folkloriser ce moment d'histoire et le vider de sa substance.

Si on ne voulait d'ailleurs voir l'année 68 que d'un point de vue sensationnaliste, on aurait meilleur compte de regarder au-delà des frontières de l'hexagone. Il y a sept morts en France en mai-juin 68.

En 1968, aux Etats Unis, Martin Luther King et Bob Kennedy sont assassinés. Le pays est secoué par

les mouvements pour les droits civiques ou contre la guerre du Viêt Nam. La répression fait des morts. Au Viêt Nam, justement, c'est l'offensive du Têt. Chaque semaine, plus d'une centaine de GI's sont tués. Au cours de cette guerre, plus de 7 millions de tonnes de bombes seront larguées sur la péninsule indochinoise, le double des bombardements de 39-45. Au Mexique, l'armée tire à la mitrailleuse depuis des hélicoptères sur les étudiants, faisant 200 à 300 morts, dix jours avant les JO. À Prague, l'armée rouge envoie les chars contre la foule. Là encore, plusieurs centaines de morts.

L'idée est ici de voir mai-juin 68 en France dans un contexte. Qu'il soit politique, économique, sociétal ou technique? le paysage français paraît à la fois très proche et très éloigné de nous.

■ Après la Libération, la reconstruction d'une élite.

L'après-guerre a fait émerger une génération de personnalités politiques tel que Deferre, Mitterrand, Faure ou Chaban-Delmas. Ils seront toujours présents dans les institutions de la IV^e et de la V^e République, malgré l'instabilité politique d'avant 1958.

La valse des ministères n'empêche pas et même permet à une technocratie de mener une politique économique dont la cohérence dépasse les systèmes politiques. Antoine Pinay est ministre des finances, mais ce sont Jacques Rueff ou Louis Armand, polytechniciens, qui planifient des politiques d'emprunts favorisant la rente ou le nouveau franc en 1958. Jacques Rueff et Louis Armand rédigent dès 1960 un rapport

sur la concurrence qui selon eux sera en mesure d'améliorer la fonction publique.

C'est déjà la période des « grands projets » qui eux aussi seront développés malgré les changements politiques. L'arme atomique voit sa conception entérinée par Mendès-France et sera réceptionnée par De Gaulle. À son tour, il met en place le plan Calcul afin de doter l'armée française de la bombe H. Les grandes écoles (ENA, Sciences Po, Normale sup, Centrale, Polytechnique, Mines, Ponts & Chaussées, etc.) essaient leurs technocrates à tous les échelons de l'appareil d'État.

■ « Gaullisme triomphant » et « Trente Glorieuses » ?

En 1968, De Gaulle est depuis dix ans au pouvoir. En 1958, il a été rappelé sous la pression du « comité de salut public » insurgé en Algérie, dirigé par les généraux Salan et Massu, qui menacent d'une opération en métropole. En un mot, la Ve république commence par un putsch.

Premier parti de France aux législatives de 1946, le PCF a reculé à 20% en 1967. Il aura fallu une petite quinzaine d'années à De Gaulle, dans le paysage politique issu de la Libéra-

tion, pour marginaliser le Parti communiste, d'une part, et faire passer ses fidèles du MRP de l'idée d'unité autour de sa personne à son régime personnel. Le « coup d'État permanent » peut commencer.

La France se dote de l'arme nucléaire en 1960. Elle quitte l'Otan en 1966 : c'est la fin des bases militaires américaines sur le sol français.

L'ensemble des emprunts de l'État a été remboursé en 1963. Le dollar est fortement dévalué mais reste la monnaie étalon indexée sur l'or. En 1965, l'État français demande alors la conversion en or des dollars qu'il possède, au nom de la garantie de convertibilité du dollar des accords de Bretton Woods. Autre exemple de ce gaullisme en pleine confiance : la déportation de populations des

DOM-TOM vers les départements peu peuplés de métropole. À partir de 1963, plus de 1600 enfants réunionnais sont déportés en Creuse selon un plan porté par Michel Debré, homme de confiance de De Gaulle. Présentés comme orphelins, ils sont en fait pour la plupart arrachés à leurs familles.

Sur le plan économique ce sont « les Trente Glorieuses ». La croissance du PIB oscille entre 1,9 et 8 points. D'ailleurs de 1960 jusqu'en 1967 la croissance ne descend jamais en dessous de 5 points.

Le pays fabrique de tout. Dans la scène d'exposition de *Le cave se rebiffe* (1962) de Gilles Grangier, Bernard Blier déclare : « Pour moi, Monsieur Éric avec ses costards tissés en Écosse à Roubaix, ses boutons de man-



manif pour un retour aux 40 heures en 67



Manif en soutien au Vietnam, Paris 1967

chettes en simili et ses pompes à l'italienne fabriquées à Grenoble, et ben c'est rien qu'un demi-sel. » À coté des grands programmes industriels comme l'aéronautique, l'artisanat, les produits de luxe et les tissus « garantie Marcel Boussac », le reste de la production pâtit d'une image de contrefaçon à bon marché.

En 1967 l'industrie représente encore un quart des emplois (13,3 % en 2006). La modernisation ne se fait pas en douceur. L'industrie lourde recule. L'aéronautique subit une importante crise en 1966 : on vend moins d'avions de chasse. Malgré le succès de la Caravelle (1960) l'aviation civile ne compense pas. En 1967, dans Cinq colonnes à la Une, un mineur demande : « *Qu'est-ce qui va remplacer les mines ? Une mine, elle occupe 800 à 900 bonhommes. Tandis qu'une usine, elle en occupe 60.* »

Le nombre d'emplois tertiaires croît. Il est supérieur à l'emploi industriel depuis 1930. Ce secteur d'activité en développement va se doter d'un urbanisme qui lui est propre. En 1958, le CNIT, Centre des nouvelles industries et technologies, est inauguré. C'est le premier immeuble d'un quartier d'affaires situé sur les communes de Nanterre, Courbevoie, et Puteaux, bâti sur dalle, qui fera disparaître des pavillons, des petites usines de mécanique et d'automobile, et quelques fermes. Le quartier de La Défense prendra véritablement son essor après l'expropriation des terrains et de la construction de la tour Nobel en 1966.

Les succès du boom économique

des Trente Glorieuses ne sont pas équitablement partagés. Corrélativement à une modernisation entamée après la guerre, le nombre d'emplois agricoles diminue, passant de 29 % des actifs en 1945 à 16 % en 1967, entraînant un exode rural.

Le SMIG, Salaire minimum interprofessionnel garanti, crée en 1950, a peu évolué si on le compare à la moyenne des salaires. Les professions agricoles disposent de leur salaire minimum propre, le SMAG, inférieur au SMIG.

En 1966, le ministre des affaires sociales se félicite de l'existence d'une immigration clandestine car sans elle des emplois ne seraient pas pourvus. De 1961 à 1965, l'Office national d'immigration signe des accords avec l'Espagne, des pays d'Afrique, l'Algérie, la Yougoslavie et la Turquie. Il crée des bureaux de placement dans ces différents pays. L'OS immigré a un salaire inférieur aux Français, le taux de renouvellement de la main d'œuvre étrangère à Lyon est quatre fois supérieur à celui des nationaux.

Cette main d'œuvre est mal logée. Des initiatives comme la Sonacotra, Société nationale de construction pour les travailleurs algériens, restent marginales. Elles ne résorbent pas les bidonvilles aux portes des grandes villes. En région parisienne, 119 bidonvilles rassemblent 42% de Maghrébins, 21% de Portugais, 6% d'Espagnols et 20% de Français à Champigny-sur-Marne (35000 Portugais), Nanterre (8000 Algériens), Saint-Denis, La Courneuve, Gennevilliers...

Les Trente Glorieuses sont l'entrée dans la société de consommation. Les tickets de rationnement disparaissent fin 1949. Dès 1948 se créent des épiceries à bon marché. La société Goulet-Turpin ouvre le premier magasin libre service à Paris (40m²). En 1958, elle inaugure à Rueil le premier supermarché (560m²). Les habitudes ne sont pas encore prises. Des témoins rapportent que les premiers clients hésitent à utiliser les chariots, craignant de paraître ridicules. En 1963, Carrefour ouvre le 1er hypermarché (2500m²). En 1968, 72 % des ménages détiennent un réfrigérateur, contre environ 10 % en 1955 (en 2015, 95 % ont un congélateur).

62 % possèdent une télévision. Plus de la moitié des ménages détient une automobile, contre moins d'un quart en 1955 et 82 % en 2015. À la veille de 1968, il reste une marge en matière d'équipement des ménages.

Plus de 20 ans après la guerre et ses restrictions, l'écologie politique reste embryonnaire bien que trouvant ses fondements dès 1956. Entre la « Montagne » de Jean Ferrat (1964) qui traite de l'exode rural, et la campagne de René Dumont qui recueillera 1,3 % des suffrages, dix ans s'écoulent. Le Club de Rome se réunit le 8 avril 1968 et ne diffuse son rapport « The Limits To Growth » qu'en 1972. La Grande Bouffe, le film visionnaire de Marco Ferreri où quatre hommes décident de se suicider en s'empiffrant ne sortira que l'année suivante. ●

Sylvain, ETPRECI 75
 & Martial, SIPMCS.

(suite et fin au prochain numéro)

FESTIVAL CNT

– 29, 30 JUIN –
1^{er} JUILLET 2018

À LA PAROLE ERRANTE – MONTREUIL

*Plus de 25 débats
et rencontres*

documentaires,
cirque, lectures,
performances...

Concerts
3 soirs
9 groupes...

Enfants et ados
programmation spécifique

Salon du livre
50 maisons d'édition
30 associations...

*Restau, bar, comptoir-
philo et "t'as raison", soleil...
bienvenue!*

Programmation complète sur WWW.CNT-F.ORG

**CNT, L'AUTOGESTION
ICI ET MAINTENANT!**

Retrouvez les syndicats CNT
en permanences dans le 75,
77, 94 et 95 > cnt-f.org/urp/



La Parole errante
9 rue François-Debergue
93100 Montreuil

Métro ligne 9
station Croix-de-Chavaux
à 2 minutes à pied



Festival CNT

**LIBÉRONS-NOUS
DU TRAVAIL**

**CAR LES RÉVOLUTIONS
SERONT DES FÊTES !**

Cette année les militantes et les militants de l'Union des syndicats CNT de la région parisienne ont le plaisir de vous convier du 30 juin au 1^{er} juillet 2018 à la Parole errante à Montreuil pour son festival annuel.

Ces deux dernières années ont encore été marquées du sceau de fortes mobilisations contre la mise en œuvre des orientations politiques du gouvernement toujours plus sécuritaires, répressives et autoritaires envers toutes les personnes qui continuent de se battre pour leurs droits, leur dignité et la justice sociale. Alors que les gouvernements successifs n'ont cessé d'imposer une société où le règne du "chacun pour soi" serait l'unique règle des initiatives, d'autres organisations sociales ne cessent de faire la preuve que le pire n'est pas inéluctable.

La répression syndicale et militante s'est généralisée à toutes formes de luttes, aussi défendre ses droits, ses convictions et ses idées devient de plus en plus difficile et dangereux. Dans ce contexte, s'organiser collectivement et proposer d'autres formes d'organisations de la société, d'autres manières d'être ensemble, de travailler et d'être en lien devient donc plus que nécessaire afin de pouvoir se libérer des rapports de domination et d'exploitation

imposés par un système capitaliste engendrant une société de plus en plus individualiste.

Et si aujourd'hui l'on veut nous inculquer que les liens entre les gens sont régis par une logique de consommation, une logique marchande et capitaliste de profit, et que les élans de solidarité et d'entraide collectives sont souvent supplantés par la mise en concurrence des individus afin de dissoudre toute forme de résistance collective ; explorons les nombreuses initiatives qui contredisent cela : Notre-Dame-des-Landes, Rojava (Kurdistan), solidarité avec les migrantes et migrants, Chiapas (zapatistes), le soutien en Palestine.

À la volonté de faire disparaître les services publics et l'égalité des services pour toutes et tous en privatisant chaque parcelle de ce qui a été construit et gagné de longues luttes, nous opposons l'inter-professionnalisme, l'échange entre tous les acteurs et actrices d'un même secteur d'activité, et le soutien à celles et ceux qui sont les plus défavorisés.

C'est bien dans ce contexte qu'il nous semble plus qu'indispensable de réfléchir ensemble à un projet d'organisation de la production, de partager et diminuer le temps de travail et collectivement s'atteler à la construction d'une société autogérée par et pour toutes et tous, débarrassée de l'économie capitaliste. C'est à l'utopie de l'autogestion

et de l'entraide, de l'unité du travail et de la vie comme épanouissement total de l'individu que nous vous invitons.

C'est pourquoi une grande partie du festival 2018 abordera les questions des luttes collectives menées et à mener au niveau syndical mais aussi social, économique et écologique pour réfléchir ensemble à tendre vers une société libertaire et égalitaire.

Comme pour les éditions précédentes, de nombreux débats et manifestations seront consacrés à des thèmes aussi divers que NDDL, l'accueil des migrantes et des migrants, la santé, l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, la culture, les 50 ans de mai 68, les luttes internationales comme en Palestine ou au Sahara, les sections syndicales en lutte (La Rolse nettoyage, l'ESA, l'éducation nationale...) et bien d'autres choses.

Trois jours de rencontres, de débats, de projections, de théâtre, de sourires, de nourriture respectueuse, un salon du livre, de nombreuses associations, un bar accueillant, du soleil (n'en doutons pas) et des concerts !

Pour un week-end en autogestion et en anarcho-syndicalisme, une belle parenthèse en utopie.

Venez nombreuses et nombreux vous libérer du travail avec nous car les révolutions seront des fêtes ! ●

Festival CNT



VENDREDI 29 JUIN

18h: Notre-Dames-des-Landes, une lutte, une actualité, ici et maintenant.

18h: Les Petits Bonnets, théâtre de et par Pascaline Hervet, du cirque du Docteur Paradi et de Les Elles. L'artiste interroge le corps sous toutes ses coutures, corps physique, corps social, à travers la parole de trois ouvrières d'un atelier de confection de lingerie.

Concert à partir de 19h

DIEGO PALLAVAS, punk, rock et du roll.

LOS TRES PUNTOS, ska.

FLOR DEL FANGO, latino rock psychédélique.

SAMEDI 30 JUIN

11h: Entre chien et loup, film documentaire de Karim Benzidani, présent à la projection. Quelques années après le conflit des "Conti", que sont devenus 5 de ces ouvriers anonymes, quatre hommes et une femme.

11h30: Rojava, rencontre-débat avec des membres du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) et de la Représentation du Rojava en France. Après plusieurs années d'élaboration d'un projet de société émancipateur, autogestionnaire et anticapitaliste, où en sommes-nous ?

12h: Cortège de tête, retour sur le mouvement contre la loi travail et son monde, avec Nathalie Astolfi et Alain Dervin, autrice et auteur de "127 jours en mars".

13h: Situation politique et sociale au Venezuela. Nous accueillerons un militant de La Libertaria, ferme autogérée et espace contre-culturel au cœur des Andes.

13h30: Salah Hamouri, Ahed Tamini, et les prisonniers palestiniens : victimes de l'arbitraire colonial israélien.

14h: Syndicalisme révolutionnaire et révolution. Ce débat propose, non pas d'analyser une énième fois les tares du système capitaliste, mais d'exposer les conceptions actuelles de la CNT sur le syndicalisme révolutionnaire et en quoi elles demeurent pertinentes.

15h: "De la misère en milieu étudiant au scandale de Strasbourg" à Mai 68, nous verrons avec les auteurs André Bertrand et André Schneider qu'un certain mois de mai ne fût pas si spontané qu'on aimerait nous le faire croire.

15h30: Santé de misère, misère de la santé... à nous de créer! De la fabrique d'une santé totalitaire qui coûte : critique d'une logique capitaliste et déshumanisante des prises

en charge en matière de santé. Le débat sera suivi d'un **spectacle tzigane**.

16h: Les frontières du rejet, le rejet des frontières. Débat avec le Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrant-es (BAAM), le GISTI et Filippo Furri, membre de Migreurop et coauteur de La Mort aux frontières de l'Europe.

16h30: "Rêver sous le capitalisme", un film documentaire de Sophie Bruneau. Douze personnes que l'on malmène décrivent, de façon poétique et politique, leur souffrance subjective au travail.

18h: Fred Alpi vient partager, avec sa guitare en bandoulière, son expérience de **cinq années passées à chanter dans le métro**.

Concert à partir de 20h

22 LONGS RIFFS, street punk
THE DECLINE!, punk, rock, folk
LES SALES MAJESTÉS, punk rock



DIMANCHE 1^{er} JUILLET

12h: La **Coopérative du Berry** vient partager son expérience.

13h30: **Éducation, une année chargée en "réformes"**, il y en a pour tous les âges, tous les niveaux!

13h30: **Révolutionnaires, réfugié-es et résistant-es. Témoignages des républicains espagnols en France (1939-1945).** Livre de témoignages compilés par Federica Montseny, fraîchement publié aux éditions CNT-RP

13h30: **"Bloc 5 story"**, un film documentaire de Sylvie Coren. Une rencontre aux pieds des immeubles avec Bloc 5, un groupe de rap du quartier nord d'Amiens.

15h30: **Zones à défendre**, libérer nos espaces, construire l'autogestion. Rencontre autour de réalités alternatives au Chiapas, au Rojava, à Notre-Dame-des-Landes, au Pays basque.

15h30: **L'histoire, une passion française?** Rencontre et débat avec Laurence De Cock, autrice de "Sur l'enseignement de l'histoire", Christophe Naudin, coauteur de "Les Historiens de garde" et le syndicat de l'éducation CNT-93.

15h30: Lecture de morceaux choisis de **"Seulement 10 mètres, nouvelles de Palestine"**, recueil de 14 nouvelles palestiniennes écrites par Nassar Ibrahim et Majed Nassar, publié par les éditions

CNT-RP et interprétées ici par 4 militantes et militants de la CNT.

17h30: **"La poésie sauvera le monde"**, rencontre avec le poète, le dramaturge et l'auteur du livre éponyme Jean-Pierre Siméon.

Concert à partir de 19h

La soirée s'inscrit dans le prolongement de la rencontre sur la poésie.

Lectures de poésies "belles mais intelligentes avec des choses à dire", chanson française poétique et inspirée, croisement entre des artistes et création pour l'occasion du festival. **Avec SABRINA LORRE, GISÈLE PAPE... et d'autres artistes.**

PROGRAMMATION JEUNE PUBLIC

SAMEDI 30 JUIN

13h: Albert le conteur, 2 à 10 ans

14h30: Atelier philo

15h: Albert le conteur, 2 à 6 ans

16h: Goûter (pas touche les adultes)

17h: Albert le conteur, 2 à 10 ans

DIMANCHE 1^{er} JUILLET

14h: Contes mandingues et atelier dessin

15h: Ateliers "Mômes en liberté"



SALON DU LIVRE ET DES ASSOCIATIONS

50 maisons d'édition et 30 associations présentes.

EXPOSITIONS

Du pré-Mai 68 à aujourd'hui, la lutte s'affiche.

Kanaky et Sahara, de drôles de ressemblances pour une même exploitation.

Lutte contre la loi travail et son monde, photographies du mouvement.

ET...

Repas, bar, soleil, surprises...

Pour un week-end en autogestion et en anarcho-syndicalisme

29, 30 juin et 1er juillet 2018 à la Parole errante, Montreuil

Programme complet : www.cnt-f.org/festival-cnt

Allemagne

En Allemagne, un autre syndicalisme est possible

Il y a quelques mois, les adeptes de la réforme du capitalisme ont poussé des cris de joie : en Allemagne, c'est possible d'augmenter les salaires et de diminuer le temps de travail. Ouf, le capitalisme est sauvé de la Grande Peur. Mais qu'en est-il concrètement ? Et surtout, au pays du presque plein-emploi précaire, quelles perspectives pour le mouvement syndical ?

En Allemagne, dans le domaine des rapports de production, c'est le règne du corporatisme et de la cogestion. C'est souvent ainsi qu'est présenté le « modèle allemand » : des syndicats de branche puissants, aux millions d'adhérent.e.s, dont les directions négocient d'égal à égal avec les organisations patronales des conventions collectives avantageuses pour les travailleur.se.s.

Tout le monde est heureux dans ces conditions : les conflits sociaux sont rares, le patronat à l'écoute, le travail bien rémunéré. On recourt à la grève de façon ponctuelle et chirurgicale, ultra suivie et donc archi efficace. Par exemple, en février dernier le syndicat de la métallurgie IG Metall a obtenu au terme de quelques mois de négociation et d'une grève de 24h une augmentation des salaires pour ses adhérents de 4,3 % s'étalant sur les 27 prochains mois et la mise en place de contrats réduisant le temps de travail à 28h.

Pourtant, dans ce paradis social-démocrate, à y regarder de plus près, les fruits sont amers. Repartons de l'exemple d'IG Metall : Superbe démonstration de cogestion, où les 28h obtenues de haute lutte sont 28h travaillées et payées comme 28h. Légalisation d'un nouveau contrat à temps partiel en somme. L'augmentation salariale se fera

principalement sous la forme de primes, une de 100 euros puis de 400 euros. Rien de fixe donc. La flexibilité n'est pas combattue, elle est maintenant gérée individuellement par l'employé.e qui « choisit » de travailler 28h, 35h, voire plus.

Et ces « avancées » ne sont pas pour tout le monde : dans une entreprise du secteur de la métallurgie, il n'y a

pas que des ouvrier.e.s métallos. Il y a aussi du personnel administratif, des employé.e.s de commerce, des agent.e.s d'entretien... Toutes et tous sont syndiqué.e.s dans d'autres organisations. Qui, elles, ne sont pas concernées par les acquis d'IG Metall. Il faut également ôter du champ d'application de cette convention collective les travailleur.se.s intérimaires et précaires, qui constituent



*Outsourcing prekarisieren : Précariser la soustraitance ;
Eingliederung aller externen «Dienstleistungen» : Inclusion/Titularisation de tous les sous-traitants externes ;
Gewerkschaft für alle Status-und Beschäftigtengruppen : Un syndicat pour tous, titulaires ou contractuels ;
Alternative Hochschulgewerkschaft : Un syndicat universitaire alternatif.*

aujourd'hui près d'un.e salarié.e sur deux en Allemagne, notamment grâce à l'existence de *Werkverträge*, « contrats d'ouvrage » où les employé.e.s sont payé.e.s à la tâche comme auto-entrepreneur.se.s. En ce sens, l'Allemagne avec l'aide de ces syndicats, est à la pointe en matière de dérégulation du travail. Et de l'appauvrissement qui en découle.

Alors, d'après les déclarations des dirigeants des principaux syndicats réunis dans le *Deutscher Gewerkschaftsbund* (la Confédération des syndicats allemands, sorte d'inter-syndicale permanente et instituée), les travailleur.se.s en Allemagne veulent bénéficier de l'embellie économique. Et les syndicats sont prêts à mener des mouvements « durs ». Mais visiblement pas reconductibles au-delà de 24h. Cette progression par à-coup n'a pas empêché la régression générale des conditions de travail outre-Rhin depuis les réformes Hartz de 2004 et l'acceptation, au nom de la compétitivité, d'une période glaciaire au niveau salarial pendant les années 2000. Si modèle il y a, c'est plutôt dans l'incroyable force d'oppression des travailleur.se.s qu'il faut le trouver. Tout est mis en œuvre par le patronat, les grands syndicats et l'État pour paver « la route de la servitude » des meilleures intentions. Une belle *autobahn* bien décorée.

Face à ce marasme durable, des organisations émergent hors du champ miné de la cogestion. On connaît déjà la *Freie ArbeiterInnen Union* (Union des Travailleur.se.s

Libres, FAU), qui se constitue dans les années 70 et, malgré des tentatives d'interdiction de son nom même (à Berlin en 2010), se maintient comme organisation anarcho-syndicaliste : syndicalisme de base et autogestion sont ses pratiques. Des syndicats membres de la FAU sont présents sur l'ensemble du territoire allemand et dans de nombreuses branches comme l'enseignement, les médias, les technologies de l'information, la culture, la restauration ou encore la santé. La FAU tient son congrès à Hanovre des 18 au 21 Mai prochains et la CNT-F y est invitée.

Indépendamment de la FAU, à l'université Goethe de Francfort, le syndicat *unter_bau* est constitué en 2016. Son objectif : améliorer massivement les conditions de vie et de travail à l'université. Sa méthode : syndiquer ensemble toutes celles et ceux qui travaillent à l'université, quelle que soit leur activité (salariée, étudiante-salariée, étudiante) et démontrer la possibilité d'un fonctionnement commun qui ne soit pas soumis aux pesanteurs et prédatrices hiérarchiques.

Pour cela, tout le monde est « *herzlich willkommen* » (chaleureusement bienvenu) à participer aux assemblées du syndicat et à s'y impliquer activement. Les décisions sont prises par la base des syndiqué.e.s réuni.e.s en assemblée.

Aujourd'hui fort de 200 adhérent.e.s, *unter_bau* grandit. Les revendications du syndicat tendent à apporter plus de libertés aux travailleur.es.s et étudiant.e.s de l'universi-

té via la sanctuarisation des contrats de travail, et l'orientation des fonds universitaires vers l'action sociale.

Mais *unter_bau* reste dans le paysage syndical allemand une aberration. En quête de légitimité, car leur mode de syndicalisation n'est pas reconnu, le syndicat a décidé de participer aux élections de l'université, ce qui lui permettrait d'accéder comme collectif organisé au parlement des étudiants, institution des universités allemandes qui dispose d'un budget de fonctionnement conséquent, de l'ordre du million d'euros. Quel usage faire de cette somme ? Jusqu'où intégrer les travailleur.se.s de l'université, et notamment les personnels de sécurité dont les missions pourraient relever de la répression ? Ces questions leur furent posées par des camarades de la CNT qui les ont rencontrés à l'occasion de leur visite française au mois d'avril. Favorablement surpris par le mouvement d'occupation des universités face au massacre à la macronneuse actuellement à l'œuvre chez nous, les camarades allemands construisent patiemment la résistance dans un pays où les réformes que nous subissons présentement sont actées et, outre-Rhin, ont produit une accentuation terrible de la pauvreté, des inégalités et des dominations.

En tout cas, c'est tout pleins d'idées solidaires et internationalistes que nous nous sommes quittés. Avis aux camarades libertaires : si vous êtes de passage à Francfort, vous serez bien reçu.e.s ! ●

Le GT Europe

HERMANA, YO SÍ TE CREO.



CONCENTRACIÓN
POR LA SENTENCIA
DEL CASO "LA
MANADA",

Sœur, moi oui je te crois.

Espagne



Hermana No Estás Sola, Ma sœur tu n'es pas seule !

Le verdict d'un procès contre des violeurs soulève une grande partie de l'opinion espagnole.

Pour rappel des faits, un groupe de 5 hommes, dont un flic et un militaire, est jugé depuis novembre 2017 pour un viol commis en réunion lors des fêtes de Pampelune en 2016. Le groupe d'agresseurs se faisait surnommer La Manada (La Meute).

Mais lors du verdict du procès le jeudi 26 avril 2018, les faits ont été requalifiés en agression sexuelle et non plus en viol. Les agresseurs ont été condamnés à 9 ans de prison et 50 000 euros d'amende chacun, alors que 22 ans d'enfermement étaient réclamés par l'avocat de la victime.

Ce verdict choque, car il minimise la violence des faits au motif que la jeune fille aurait suivi le groupe au départ. De plus, durant le procès, des enquêteurs privés auraient espionné la jeune fille pour prouver ses «mœurs douteuses» et discréditer



Rassemblement pour l'affaire «La Manada»

ter l'accusation. Ce qui choque ici, c'est la victoire de la rhétorique de la culture du viol. C'est-à-dire, que l'on réduise la question du consentement à une impression sur la personne et non sur son témoignage.

Durant les manifestations de colère qui ont suivi le verdict, les slogans «Nous nous te croyons» ont été entendus.

Les groupes «nosotros» de la CNT-Espagne ont rapidement réagi

par des rassemblements et des communiqués : « Nous ne tolérons pas un pouvoir judiciaire qui, dans le meilleur des cas, est caduque et inutile, socialement nuisible, sans réflexion et formation sur le genre, et dans le pire des cas, conforme à une élite patriarcale qui nourrit le terrorisme machiste. Prenez note, nous n'allons pas nous arrêter et nous avons de la créativité pour alimenter notre colère. Sœurs et frères, nous nous verrons dans la rue. ».

La CGT-Espagne appelle à une journée de mobilisation féministe le 16 mai partout en Espagne.

Après un 8 mars combatif et exemplaire en Espagne, le combat doit continuer et s'intensifier partout contre la culture du viol et la société patriarcale. ●

Le GT Europe

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE !

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre de *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas*

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT
GRATUIT



Argentine



On ne pardonne pas, on n'oublie pas : Gustav Wilckens et 1500 camarades assassinés il y 95 ans

Kurt Gustav Wilckens, est né le 3 novembre 1886 à Bad-Bramstedt près d'Hambourg en Allemagne et assassiné en prison le 15 juin 1923 en Argentine. Wilckens était pacifiste, tolstoïen, anarchiste, anti-alcoolique, végétarien et syndicaliste libertaire.

Après avoir suivi une formation de jardinier et effectué son service militaire dans l'armée prussienne en 1906, Kurt Gustav Wilckens commença sa vie de mineur en Silésie. En 1910, il émigra aux États-Unis à l'âge de 24 ans.

Ouvrier dans une conserverie de poissons, il adhéra aux idéaux libertaires notamment à la lecture de Tolstoï et connut ses premiers conflits sociaux qui lui valurent d'être licencié après qu'il ait convaincu ses compagnons de travail d'échanger les conserves de mauvaise qualité destinées aux quartiers ouvriers avec celles de meilleure qualité destinées aux quartiers riches.

Il reprit ensuite le chemin de la mine en Arizona, où il adhéra aux IWW (Industrial Workers of the World) et participa à plusieurs grèves en 1916, notamment comme

orateur. Les mineurs mexicains et européens étaient alors les plus mal payés. La réaction du patronat fut la création des Loyalty leagues (Ligues de loyauté). Le 12 juillet 1917, 2000 membres des Loyalty leagues organisèrent une rafle des mineurs durant laquelle ils les passèrent à tabac, les pillèrent et violèrent les femmes, avant de les déporter. Kurt Wilckens fut interné avec plus de 1500 autres mineurs dans un camp à Columbus (Nouveau Mexique) dont il parvint à s'échapper. Repris peu après, il fut alors condamné pour haute trahison et interné au camp de Fort Douglas. Wilckens s'évada une nouvelle fois. Il partit pour Washington où il travailla aux récoltes, puis en 1919 comme mineur dans le Colorado. Peu après il sera arrêté, à nouveau emprisonné et finalement expulsé en 1920 vers l'Allemagne, d'où il repartit cette fois pour l'Argentine, où il arriva fin septembre.

À Buenos Aires, il rejoignit les journaux anarchistes allemands Alarm et Der Syndikalist l'organe de la FAUD anarcho-syndicaliste (aujourd'hui la FAU), ce qui lui valut d'être surveillé par la police. Le 12 mai 1921, il est victime d'une provocation de la part d'un flic qui tente de le faire expulser d'Argentine. Le coup foire, mais il est quand même emprisonné 4 mois.

À cette époque, les Tehuelches, peuple nomade qui se partageait, parfois âprement, la Patagonie avec les Mapuches, avaient été totalement dépossédés de leurs terres et poussés dans la misère. C'est sur ces terres que les colons exploitèrent la misère des immigrés venus d'Europe et du Chili. La plus grande société, Explotadora de Tierra del Fuego, concentra jusqu'à 1 376 160 hectares sur lesquels étaient exploités

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

1 250 000 moutons. La plupart des colons détenaient plusieurs dizaines de milliers d'hectares.

C'est dans ce contexte qu'éclatèrent de nombreuses grèves générales inspirées par les anarchistes, nombreux parmi les ouvriers agricoles, des abattoirs et des ports. Les revendications initiales étaient d'avoir un minimum de dignité et de quoi vivre, comme un salaire minimum, pas plus de 3 personnes dans une chambre de 16 m² ou encore des repas composés de 3 plats avec du café ou du maté. Au bout de quelques mois, les ouvriers commencèrent à s'organiser en unités montées à cheval. L'injustice avait généré en Patagonie un soulèvement armé.

Le gouvernement d'Ypólito Yrigoyen, poussé par les propriétaires britanniques, réprima sévèrement cette révolte. Et c'est le lieutenant colonel Hector Varela Benigno qui prit la tête de la troupe. Les ouvriers furent assassinés au fur et à mesure de leur capture. Jusqu'à 1 500 camarades assassinés, selon les sources, les salaires baissent d'un tiers plus bas qu'avant la première grève. Seules les prostituées de la maison close la Catalana de Río Gallegos protestèrent, lorsque les soldats revinrent : «Assassins, porcs ! Nous n'irons pas avec des meurtriers!». Elles furent arrêtées pour insultes à hommes en uniforme...

Suite à cette terrible répression de la révolte des ouvriers anarcho-sindicalistes de Patagonie, Wilckens, malgré sa tendance pacifiste et tols-

toïenne, décida de venger les ouvriers assassinés. Le 27 janvier 1923, il lança une bombe sur le lieutenant colonel Hector Varela Benigno et l'acheva de quatre coups de revolver, comme Varela le recommandait lui-même à ses soldats. Blessé grièvement à la jambe, Kurt Wilckens fut arrêté et déclara : «Celui-là ne tuera plus personne. J'ai vengé mes frères».

Kurt Wilckens, sans expérience en matière d'attentats ni dans le maniement des explosifs, affirma que son geste était une action entièrement individuelle, bien que l'on supposa qu'il reçut l'aide d'autres anarchistes. Le geste de Wilckens fut salué par l'ensemble du mouvement libertaire d'Argentine, et le retentissement de son acte atteignit jusqu'à l'Allemagne et les États-Unis, pays dans lequel il avait vécu.

En prison, il se rétablit de sa blessure et parvint à se faire estimer de ses codétenus et des gardiens, recevant de nombreuses visites et de la lecture. Des journalistes vinrent l'interroger et il rédigea quelques articles pour le compte de revues anarchistes, dont certaines diffusées internationalement.

Les procureurs requièrent contre Wilckens une peine d'emprisonnement de 17 ans. Le 15 juin 1923, Wilckens fut assassiné dans sa cellule, pendant son sommeil, d'une balle qui lui traversa le poumon gauche, par Pérez Millán Témperey membre de la Ligue patriotique argentine et gardien de prison. Il succomba le lendemain et son corps fut

enterré dans un endroit inconnu. Son assassin déclara après son arrestation : «J'ai été le subalterne et un parent du commandant Varela. Je viens de venger sa mort». Il fut ensuite interné à l'asile pour démence où il fut assassiné quelques temps plus tard.

Le journal *Crítica* vendit ce jour-là plus d'un demi-million d'exemplaires, et l'événement suscita l'indignation des anarchistes et des organisations ouvrières. La Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) appela à un arrêt de travail général de protestation, et une manifestation convoquée sur la place Once se solda par 2 morts, 17 blessés et 163 détentions côté manifestants, et par un officier mort et trois policiers blessés du côté des forces de l'ordre.

Un mois avant sa mort, Wilckens avait écrit dans une lettre :

« Ce ne fut pas une vengeance ; ce que je voyais en Varela, ce n'était pas l'insignifiant officier. Non, en Patagonie, il était tout : gouvernement, juge, bourreau et fossoyeur. À travers lui, j'ai tenté de blesser l'idole mise à nu d'un système criminel. Mais la vengeance est indigne d'un anarchiste ! Les lendemains, nos lendemains, n'affirment ni querelles, ni crimes, ni mensonges ; ils affirment la vie, l'amour, les sciences ; œuvrons à hâter l'avènement de ce jour ». ●

Le GT Europe

Il existe plusieurs variantes des événements relatés dans ce texte. Nous avons choisi les versions les plus fréquemment citées et les plus plausibles, n'ayant pas eu accès aux sources d'information primaires. Cet article n'a pas pour objectif de faire de la martyrologie mais de garder en mémoire notre histoire de lutte des classes.

France/Sahara Occidental

Claude Mangin, femme du prisonnier politique sahraoui Naama Asfari, en grève de la faim illimitée en région parisienne

Nous relayons ici l'appel à solidarité pour Claude Mangin interdite de visiter son mari emprisonné pour 30 ans de prison, qui fait partie du groupe de la vingtaine des prisonniers politiques sahraouis de Gdeim Izik. Nous relayons cette information alors que Claude est à son 26ème jour de grève de la faim, elle en sera nous l'espérons sortie au moment de la publication de ce texte. Mais la situation des prisonniers politiques sahraouis et de leurs familles reste très difficile et peu connue.

Ci-dessous l'extrait de la pétition en ligne en soutien à Claude Mangin, dont le secrétariat international est signataire. Nous vous appelons d'ailleurs à rejoindre les initiatives en solidarité aux prisonniers politiques sahraouis et leurs familles, et à toutes celles qui permettent de s'informer et d'exprimer une solidarité à la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination.

Extrait :
Pour le respect du droit de visite à son mari de Claude Mangin-Asfari, est en grève de la faim depuis le 18 avril 2018.

« Claude Mangin-Asfari, citoyenne française et enseignante dans un collège de la région parisienne, est l'épouse de Naâma Asfari, prisonnier politique sahraoui au Maroc.

Ce lundi 16 avril, pour la quatrième fois en près de deux ans, Claude Mangin-Asfari s'est vu refuser l'accès au territoire marocain, sans motif exprimé. Ce refus équivaut à une interdiction de visite à son mari, soit une atteinte grave à son droit élémentaire à une vie privée et familiale.

Claude a décidé d'entamer une grève de la faim illimitée pour obtenir la restauration de son droit de visite à son mari Naâma actuellement détenu à la prison de Kénitra au Maroc.

Avant octobre 2016, Claude Mangin Asfari avait pu rendre régulièrement visite à Naâma, condamné à 30 ans et incarcéré depuis novembre 2010. Le premier refus de visite, en octobre 2016,



DEPUIS DEUX ANS, CLAUDE MANGIN INTERDITE DE VISITER SON MARI, PRISONNIER POLITIQUE AU MAROC

est intervenu à un moment bien particulier, celui où le Comité contre la Torture de l'ONU (CAT) examinait favorablement la plainte de Naâma Asfari pour torture.

L'avis définitif du CAT, rendu le 12 décembre 2016, a reconnu concernant Naâma la violation par l'État marocain de plusieurs articles de la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le CAT a invité expressément le Royaume du Maroc « à s'abstenir de tout acte de pression, d'intimidation ou

de représailles susceptibles de nuire à l'intégrité physique et morale du plaignant et de sa famille et de permettre au plaignant de recevoir des visites de sa famille en prison ». Nous considérons que ces interdictions de séjour constituent des représailles, à l'encontre de Naâma et de son épouse, qui violent les recommandations du CAT. » ●

Le GT Afrique

Pétition à signer sur ce lien : <https://www.change.org/p/pour-le-respect-du-droit-de-visite-claude-mangin-en-grève-de-la-faim-depuis-le-18-04-2018>



Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

**4 Bourgogne
Franche Comté**

Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21

61 rue Jeannin
21011 Dijon
http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
interco.45@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

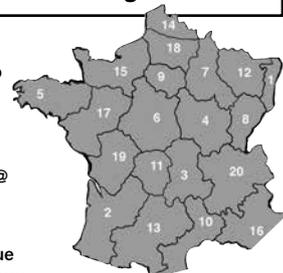
Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org
Syndicat intercorporatif CNT
Jura BP 98,
39140 Bletterans cedex

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris
01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org



**10 Languedoc
Roussillon**

Union régionale CNT
BP 90256, 6 rue d'Arnal
30000 Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados
BP 02,
14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-
Maritime BP 411,
76057 Le Havre CEDEX

Syndicat CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o
1000 bâbords 61,
rue Consolat 13001
Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon

Battements de tambouille

politiques connotées, pour éviter l'entre-soi qui de fait est réservé aux initié-es et éloigne les autres. Le lieu s'ouvre plutôt comme un lieu populaire, chaleureux et solidaire, où chacun-e puisse se sentir à l'aise. « *Nous ne voulons pas que des barrières -militantes, sociales, culturelles- viennent restreindre l'accès aux activités.* » En excluant autant que possible les distinctions entre bénévoles et bénéficiaires. Dans ce quartier populaire qui subit des expulsions locatives, à l'automne 2013, des « *petits déjeuners faisant office de tours de garde* » sont organisés par la Cantine jusqu'à la trêve hivernale, devant le domicile d'un habitant du quartier menacé d'expulsion. *Une permanence logement hebdomadaire a pris le relais à la Cantine.*

Cet état des lieux collectif ne fait pas dans l'angélisme, reconnaissant les limites des modes de décision d' AG qui « *ne sont pas débarrassées de normes, de codes et de règles plus ou moins explicites qui demandent un apprentissage et, in fine, une certaine maîtrise* ». Donc une certaine formation privilégiant les militant-es rompu-es à l'exercice. Une petit bouquin enthousiasmant plein de témoignages d'une expérience bouillonnante, et pas que dans les marmites. ●

Nico Interco Nantes



s'éveille (paroles du SUB) ; Les gars du Bâtiment (paroles du SUB) ; File une pièce au syndicat (inédit) ; Pinelli ; L'Internationale. ●

Commande à distance, chèque à l'ordre de « La Sub'stantielle » par courrier à SUB'stantielle - 23, rue Pierre et Marie Curie 94200 Ivry-sur-Seine, ou paiement en ligne par CB ou paypal : www.cnt-f.org/subrp/spip.php?article47



La cantine des Pyrénées en lutte,
collectif,
Éd. Repas,
12 €.
www.researepas.free.fr

Pourquoi faire cantine ? Pour nourrir évidemment, mais pas que. Pour s'organiser face aux injustices, passer à table, voir des films et en discuter, faire assemblée hétérogène, mouvante, partager des repas de soutien, s'ouvrir aux autres luttes, apprendre le français... Et esquisser une réponse concrète à la question du premier chapitre : « *Que faire de l'idée révolutionnaire quand la situation ne l'est pas ?* ». De squat en expulsion, puis réouverture avec loyer légal, la cantine des Pyrénées (du nom de la rue dans le 20e arrondissement de Paris) a souhaité être intégrée au quartier, sans décorum trop militant ni surcroît d'affiches

Sub Urbain Band

Le nouvel album du Sub Urbain Band est paru. Chansons 100% ouvrières et 100% lutte de classe. Un CD avec livret à l'intérieur, vendu 10 euros pour financer les œuvres sociales du syndicat. Onze chansons du mouvement ouvrier et des travailleur-ses en lutte: Le Chant des ouvriers ; La semaine sanglante ; La Makhnovtchina ; Solidarité ; Sans la nommer ; À bas l'État policier ; Paris

Moins-que-rien de tous pays, solidarité !

Les migrants sont des prolétaires. Prolétarisés en arrivant, ou déjà moins-que-rien avant de partir.

Cet homme d'une trentaine d'années vient d'une ancienne colonie française, sous l'emprise aujourd'hui, comme beaucoup d'autres, de dirigeants dont le souci est de garder un poste lucratif, soutenus par des sociétés pétrolières (ou autres) appuyées par les gouvernements occidentaux, dans une âpre concurrence avec la Chine unissant l'héritage communiste le plus totalitaire au capitalisme le plus sauvage.

Poursuivant des études supérieures, il préparait une thèse qui l'amenait à se rendre fréquemment en France. Il était alors salué et respecté comme n'importe quel autre thésard. Mais il faisait partie de l'opposition, opposition politique doublée de tensions ethniques, comme dans beaucoup de pays africains. Cet héritage de la période coloniale a brisé les collectifs politiques antérieurs, basés sur des langues et des cultures différentes, et qui cohabitaient de manière plus souple.

Cet autre homme a à peu près le même âge. Il vient, lui, d'une autre ancienne colonie d'un autre « puissance » européenne, qui supporte



depuis quarante ans le pouvoir totalitaire d'un dictateur, au départ inféodé à l'URSS et qui a depuis suivi la Russie vers le totalitarisme et la corruption poutinienne. Aux dépens notamment de la santé et au profit des compagnies pétrolières. Ce qui l'a notamment décidé à entrer dans l'opposition c'est, entre

autres raisons, le décès d'un frère cadet, mal soigné d'une gangrène qui aurait tout à fait pu être soignée, mais décédé à cause d'une faiblesse du système de soins, les richesses de son pays étant confisquées par une corruption endémique du pouvoir. Arrêté pour sa participation à plusieurs manifestations, il a été violemment torturé, subissant des sévices de toutes sortes. Il y a plus de deux mois, il a « bénéficié » des interrogatoires de l'OFPRA. En attendant les résultats, il dort dans un lieu qu'il partage avec d'autres migrants comme lui, qu'il réveille par des cauchemars bruyants. Quand il arrive à s'endormir... Il a dû laisser au pays sa famille dont il est sans nouvelle.

L'un et l'autre faisaient auparavant partie d'une classe « moyenne », plutôt privilégiée, compte tenu de la misère endémique dans leurs pays. Ils sont aujourd'hui réduits à la condition de prolétaires au sens étymologique : ceux qui n'ont





rien et qui sont réduit-es à deux préoccupations : manger, se reproduire. Ce qui selon Platon, dont Macron est ici un fidèle disciple, leur ôte toute capacité et tout droit à exercer quelque pouvoir que ce soit. Ceux qui décident pour tout le monde n'ont pas ces soucis vulgaires.

Je pourrais aussi parler de cette dame qui a dû quitter son pays, parce qu'une rencontre avec un compatriote d'une autre confession l'avait fait rejeter par sa communauté et sa famille.

■ Tous réfugiés, pour des raisons mêlées

D'autres sont venus ici en ayant déjà ce statut de prolétaire. Poussé-es par la misère dans laquelle leur pays a été plongé par l'exploitation économique des « civilisés ». Et donc privé-es de leur culture. D'autres chassé-es par des guerres absurdes dont le prétexte politique n'était qu'un alibi aux rivalités économiques. D'ailleurs, la distinction entre les réfugié-es « politiques » (théoriquement admissibles au droit d'asile) et réfugié-es « économiques » rejeté-es est pure hypocrisie, le politique et l'économique étant forcément imbriqués

De plus en plus nombreux, les mineurs isolés (majoritairement des garçons, mais aussi quelques filles dans cette situation) ont des itinéraires et

des motivations semblables. La plupart venus d'Afrique sub-saharienne par des voies un peu mystérieuses sur lesquelles ils ne s'appesantissent pas : bloqués dans une forêt au Maroc ou dans des entrepôts en Lybie, soumis à des sévices multiples, puis la traversée de la Méditerranée avec tous ses risques. Ils ne sont pas partis par plaisir, par goût d'aventure (ce serait, après tout, une motivation adolescente plutôt sympathique) mais par l'impossibilité « chez eux » de mener une vie correcte. Une vie d'enfant.

Tous sont donc des prolétaires, des moins-que-rien. Ou des « sans-part », selon l'expression du philosophe Jacques Rancière. En trop, où qu'ils se trouvent.

■ Les mêmes ennemis

Traditionnellement, les syndicats se donnent pour mission de défendre des travailleurs-euses, ce qui exclut intérimaires, chômeurs-euses et donc les migrant-es sans papiers. Avec l'évolution (inélucltable aux yeux de ceux qui en profitent), travailleurs en CDI et fonctionnaires sont devenus en quelque sorte une classe moyenne, « admis » dans la sphère du politique par le biais entre autres, des négociations syndicales : ils ont le droit de parler, de protester, même si ça ne sert à rien. Ainsi, beaucoup ont l'impression (certains

le disent) que la lutte des classes, cela ne veut plus rien dire. Leur principal souci, c'est de grimper dans la hiérarchie. Accros à la compétitivité, ils sont à l'opposé de toute solidarité. Presque plus solidaires de leurs patrons, des banquiers et des politiques que de tous ceux dont la peau est peut-être plus foncée que la leur. Objectivement, ces travailleurs-ses « intégré-es » font cependant partie de la classe des prolétaires, pouvant à tout moment perdre leur statut et leur relative et illusoire intégration. Il n'y a pas de « classe neutre », pas d'impartialité possible. Cependant, explicitement ou par résignation, beaucoup ne veulent pas prendre parti, déjà soumis aux politiques macronistes libérales, ou pensant ne pas avoir le pouvoir de refuser.

Quant aux « travailleurs sociaux », il leur appartient de savoir s'ils et elles se situent du côté des employeurs liés aux logiques du profit. Ou s'ils et elles sont solidaires des personnes qu'ils et elles ont rencontrées.

Un syndicat révolutionnaire ne peut qu'être solidaire des travailleurs-euses, et des prolétaires qu'on cache, qu'on rejette, en les présentant comme une menace. Les un-es et les autres sont lié-es par la même exploitation et ont les mêmes ennemis. Tou.tes ont la même arme : la solidarité de classe. ●

La traque qui tue

Mathew Blessing, 21 ans, nigériane. Cause du décès: traque policière.



Lundi 7 mai, vers 5 h du matin, deux hommes et une jeune femme étrangères, avancent sur la nationale 94, direction Briançon. La jeune femme, Mathew Blessing, marche difficilement. Douleurs aux jambes. Les deux jeunes hommes la soutiennent. Au hameau de La Vachette, cinq policiers dissimulés dans les fourrés surgissent sur la route en allumant des torches électriques et en criant « *police, police !* ». Poursuivies, les trois migrant-es s'enfuient jusqu'au village, l'un des deux hommes est interpellé près de l'église. Les policiers sillonnent le village pendant plusieurs heures. La jeune femme a disparu. En toutes hypothèses, les policiers sont les dernières personnes à l'avoir vu vivante. Deux jours plus tard, son corps est retrouvé dans la Durance, 10 km en aval. Pendant que des policiers des Hautes-Alpes cherchent à élucider un décès (ou

font semblant), certains de leurs collègues savent parfaitement ce qui a pu se passer et ce qui pèse comme soupçons : mise en danger délibéré de la vie d'autrui par le manquement à une obligation de sécurité, en organisant de nuit une poursuite contre des personnes étrangères dans une zone dangereuse, non assistance à personne en danger, discrimination raciale... La Durance a un très fort débit en cette période. Toute chute dans l'eau à quelques degrés peut être fatale.

Le mouvement *Tous migrants* dénonce les pratiques policières de guet-apens et de courses poursuites. Ces pratiques révoltantes, désavouées par nombre de policiers et gendarmes eux-mêmes, ont déjà occasionné plusieurs accidents très graves. Pratiquement toutes les nuits, de nouveaux accidents sont évités de justesse au prix de souffrances nouvelles, parfois de blessures. Les dangers

sont aggravés depuis ces dernières semaines par le renforcement de la présence policière et la présence active des « identitaires » suprémacistes qui collaborent avec la police pour traquer les migrant-es en pleine montagne, sur les chemins, les routes.

Rappelons-le : les demandeurs d'asile, les mineurs isolés ne sont pas des personnes en situation irrégulière. Et ceux qui sont en situation irrégulière ne commettent pas un délit. Nos frontières, nos montagnes, ne doivent pas devenir pour les migrant-es un nouvel obstacle mortel après l'enfer libyen, le cimetière méditerranéen, et tous ces murs de la honte érigés de par le monde.

Tous migrants exige le retour à l'État de droit et le plein respect des personnes étrangères qui frappent à notre porte et de leurs droits. ●

plus d'Infos : <https://tousmigrants.weebly.com/>